

**DEPARTEMENT  
DE  
MEURTHE-ET-  
MOSELLE**

**Commune d ' A T T O N**

**P R O C E S - V E R B A L  
DES  
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

*Séance du 03 septembre 2020  
à 20 heures 00*

**NOMBRE**

Conseillers en exercice	15
Présents	15
Votants	15

L'an deux mille vingt, le trois septembre, le Conseil Municipal de la commune d'ATTON, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Madame CURINA-PRILLIEUX Marlène, Maire.

Etaient présents : Mmes CAPLA Anna, PAUCET Nathalie, FABBRI Pascale, TACCONI Audrey

M. BOYER Sébastien, BENOIT Gilles, RICHARD-MAUPILLIER Frédéric, PARMENTELAT Alain, PINTO Marcel, BARBELIN Jérôme, SINTEFF Thierry, LANNO Jean-Christophe, BARTHELEMY Jean-Etienne, HUET Fabrice

Etait(ent) excusé(s) :

Procuration :

*Date de convocation : 25 août 2020*

*Date d'affichage et de transmission à la  
Préfecture : 07/09/2020*

OBJET N°04: FINANCES LOCALES : DECISIONS BUDGETAIRES

**Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif**

Un scrutin a eu lieu, Frédéric RICHARD-MAUPILLIER a été nommé(e) pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le Conseil municipal d'Atton,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L.1331-7 du Code de la santé publique, dans sa version en vigueur à compter du 1er juillet 2012,

Vu la délibération en date du 23/03/2012 relative à l'institution de la redevance de branchement à l'égout

Entendu le rapport de présentation,

Considérant que :

- L'article 30 de la loi n°2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L.1331-7 du Code de la santé publique, a créé la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC), avec entrée en vigueur au 1er juillet 2012 en remplacement de la Participation pour raccordement à l'égout (PRE) qui est supprimée à compter de cette même date.
- La PFAC est perçue auprès de tous les propriétaires d'immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement visée à l'article L.1331-1 du Code de la santé publique, c'est-à-dire les propriétaires d'immeubles d'habitation neufs, réalisés postérieurement à la mise en service du réseau public, et les propriétaires d'immeubles d'habitation préexistants à la construction du réseau.

- La PFAC est exigible à la date du raccordement de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ces travaux d'extension ou d'aménagement génèrent des eaux usées supplémentaires.
- Le plafond légal de la PFAC est fixé à 80% du coût de fourniture et de pose d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, diminué du coût des travaux de construction de la partie publique du branchement lorsqu'elle est réalisée par le service d'assainissement dans les conditions de l'article L.1331-2 du Code de la santé publique.

Décide :

**Article 1<sup>er</sup> :** Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)

1.1 - La PFAC est instituée sur le territoire de la commune d'Atton à compter du 04 septembre 2020.

1.2 - La PFAC est due par les propriétaires d'immeubles d'habitation dès lors que des eaux usées supplémentaires sont rejetées dans le réseau public de collecte des eaux usées, sauf si ces mêmes propriétaires sont redevables de la PRE au titre d'un permis de construire ou d'aménager correspondant à une demande déposée avant le 1<sup>er</sup> juillet 2012.

1.3 - La PFAC est exigible à la date du raccordement de l'immeuble à un réseau de collecte ancien ou nouveau, ou à la date d'achèvement de l'extension ou du réaménagement d'un immeuble déjà raccordé qui rejette des eaux usées supplémentaires.

1.4 - La PFAC est fixée à un montant forfaitaire de 2 000 €

**Article 2 :** Les permis de construire et d'aménager correspondant à des dossiers de demande complets déposés avant le 1<sup>er</sup> juillet 2012 restent soumis au régime de la redevance de branchement à l'égout, dans les conditions et selon les modalités fixées par la délibération du 23/03/2012

**Article 2 :** La redevance de branchement à l'égout est supprimée pour tout branchement postérieur au 03/09/2020

**Article 3 :** Le conseil municipal autorise le maire à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Le Maire,

